

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Apres-la-proclamation-des.html>

Après la proclamation des résultats des élections législatives du 10 mai, une analyse du PADS

- Actualité politique nationale -

Publication date: vendredi 1er juin 2012

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Après la proclamation des résultats des élections législatives du 10 mai

Se mobiliser, s'organiser et s'unir :

- pour les revendications sociales et politiques des travailleurs
- pour contrer les plans impérialistes

Les résultats définitifs des élections législatives du 10 mai proclamés par le Conseil Constitutionnel traduisent un divorce flagrant entre le régime et les aspirations sociales et politiques de l'écrasante majorité des citoyens.

Le taux de participation officiellement proclamé a à peine dépassé les 43%. C'est un taux évidemment très bas même si on ne tient pas compte des manipulations traditionnellement opérées par les autorités pour masquer l'ampleur de la désaffection populaire et favoriser les partis du gouvernement aux dépens d'autres. Le taux des suffrages exprimés, 35,2%, est encore plus bas si l'on prend en compte les 1,7 millions de bulletins nuls. En livrant ces chiffres, le régime reconnaît qu'il est nettement rejeté par 2 citoyens sur 3. Le décalage entre les gouvernants et les citoyens est en fait plus criant quand on sait que d'innombrables électeurs ont choisi d'exprimer leur rejet de la coalition présidentielle et des partis qui se camouflent sous l'Islam en votant « au hasard » pour un des partis parmi les dizaines de faux partis créés à la hâte par le pouvoir ces deux derniers mois.

Les deux principaux partis de la coalition présidentielle - Front de Libération Nationale et Rassemblement National Démocratique - n'ont obtenu ensemble que 1 million 848 000 voix sur un total de 9 millions 340 000 votants, soit 19,7% de ces votants. Rapporté au nombre d'électeurs inscrits (21,6 millions) ce taux n'est que de 8,5%. Un citoyen seulement sur douze les soutient !

Mais grâce à la mise en place par les autorités d'un injuste système de report des voix obtenues par les listes qui n'ont pas atteint le seuil de 5%, un système de truquage « scientifique » qui présente à l'envers le poids réel des partis dirigeants dans l'APN, le FLN se voit attribuer à lui seul 221 sièges au sein de cette assemblée. Ainsi, malgré sa faible représentativité le duo FLN-RND s'adjuge 291 sièges sur les 462 « mis en jeu », soit 63% du total des députés !

Les divers partis agréés (« Algérie verte », « Addala », « Front du Changement ») qui font de l'Islam un paravent idéologique pour tromper les travailleurs sortent défaits. Ils ont ramassé ensemble moins de 882 000 voix, soit 9,4% des suffrages exprimés. Ils crient à la fraude parce que les « pronostics » de l'ambassade US n'ont pas été confirmés. Le fait que les rêves de conquête du pouvoir de ces partis soient déçus reflète l'aspiration de larges secteurs abstentionnistes à ne pas confier le pays aux forces les plus réactionnaires ni à ouvrir la voie à des interventions extérieures dans la foulée du prétendu « printemps arabe » et de la « vague verte ». Il ne faut cependant pas en tirer la conclusion fautive que les franges ultra réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui utilisent l'Islam pour tromper le peuple ont perdu toute influence. Le gros de leurs troupes agit dans la clandestinité et a appelé au boycott. Leur influence persistante ne doit pas être sous-estimée. A preuve le régime a fait des concessions à leur idéologie rétrograde dans les amendements qu'il a introduits l'an dernier dans les lois sur les partis, les associations et l'information.

Les « vainqueurs » de ces élections ont tort de faire la fête

Leur régime ne tient en place que parce que la redistribution des ressources pétrolières lui permet de neutraliser la révolte qui couve.

Il est clair que ses appuis se limitent essentiellement aux couches sociales qui profitent le plus et à divers degrés du pillage des ressources du pays et de l'exploitation des travailleurs. Un certain nombre de citoyens qui ne font pas partie des privilégiés de ce système de pillage et d'exploitation ont certes voté pour eux. Ils ne l'ont fait que pour écarter le risque d'ingérences étrangères en pensant à tort que ce régime est capable de résister aux prétentions des puissances impérialistes à dicter leurs volontés à l'Algérie.

Les puissances impérialistes jubilent. Elles font le constat qu'un régime aussi décrié leur facilitera la tâche. L'Algérie devient une proie facile pour l'exécution de leurs plans de domination.

Par la voix des représentants de l'Union européenne et de leurs porte-parole, les puissances impérialistes ont exprimé leur « satisfaction ». Elle est assortie cependant de petites phrases qui sont des rappels à mots couverts sur les promesses que le régime leur a faites dans le secret et dans le dos du peuple. Les « observateurs » de l'Union européenne parlent de « premiers pas » qui doivent être suivis par d'autres. Lesquels ? Les USA félicitent le régime pour sa « transparence » dans le déroulement de cette élection. En fait, ils le « félicitent » pour avoir fourni les chiffres qui démontrent publiquement qu'il n'est pas représentatif des aspirations de la majorité des citoyens. Il est clair qu'ils signifient de la sorte à nos gouvernants qu'ils sont en « liberté surveillée », qu'ils attendent d'eux la concrétisation des engagements secrets pris lors des rencontres des officiels algériens avec Hillary Clinton ou avec le commandant de l'Africom. Quand les USA tirent prétexte de l'importance de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, il faut comprendre par là qu'ils sont impatients d'obtenir l'autorisation d'installer des bases militaires. De même, lorsqu'ils font semblant de flatter un orgueil national mal placé (« Avec sa taille géographique, ses richesses et sa population instruite, l'Algérie est un leader naturel dans la région et au-delà de cette région », propos à l'APS de Raymond Maxwell, sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Maghreb, au département d'Etat), ils ne cachent pas leur volonté d'accentuer leurs pressions pour pousser le régime à jouer le rôle de harki de l'impérialisme dans la région et en Afrique.

Ces résultats ont démontré de façon claire que l'abstentionnisme et les appels au boycott, comme tactique de lutte, n'ont pas gêné le régime. Ils ont juste servi à paralyser les luttes démocratiques de masse.

Dans tous les cas le régime va tenter de poursuivre sa politique de mépris, de verrouillage de la vie politique. Il maintiendra le cap sur la politique d'enrichissement des exploités et des classes parasites et des multinationales, de paupérisation des travailleurs, de répression de leurs luttes pour de meilleurs salaires et la dignité. Il faut s'attendre dans les mois prochains à une offensive des courants les plus réactionnaires et les plus antinationaux du régime contre le système des retraites, le droit de grève, le contenu des conventions collectives (primes et indemnités, part de bénéfiques), pour la levée totale des dernières entraves au libre pillage du pays par les multinationales et la bourgeoisie « locale » : sortie des capitaux et liberté de change, etc. Des attaques sont en cours de préparation pour « épurer » le Code du travail des « vestiges du socialisme ».

Mais dans tous les cas aussi la faiblesse du régime, étalée au grand jour, doit encourager les travailleurs à mener des actions énergiques pour la satisfaction de leurs revendications sociales et politiques.

Il existe un grand réservoir de lutte et de combativité des masses. Les travailleurs doivent renforcer leur luttes organisées et coordonnées pour arracher l'amélioration de leurs conditions de vie, les libertés politiques et syndicales.

Face à la nouvelle offensive anti ouvrière en préparation, les travailleurs doivent se battre en renforçant leur unité, en créant des syndicats de classe indépendants, en se battant pied à pied pour le travail, le pain et la dignité, en rejoignant leur parti de classe, le parti des communistes algériens.

Pour mettre en échec l'offensive impérialiste prévisible, la classe ouvrière et ses alliés doivent se mobiliser pour prendre la tête de la résistance aux manoeuvres et complots des puissances impérialistes et de leurs valets locaux qui veulent s'emparer directement des ressources en hydrocarbures du pays, piller ses richesses, fomenter la désunion entre les victimes de l'exploitation et de la domination impérialistes.

Après la proclamation des résultats des élections législatives du 10 mai, une analyse du PADS

Il faut intensifier la lutte politique et idéologique pour que les travailleurs ne tombent pas dans le piège des mensonges et des promesses démagogiques des forces ultra réactionnaires. Ces forces tenteront d'exploiter le désaveu infligé au régime pour se présenter comme des forces porteuses d'alternative à l'impasse politique actuelle.

PADS, 20 mai 2012